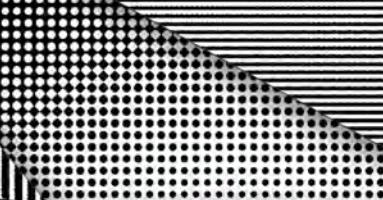
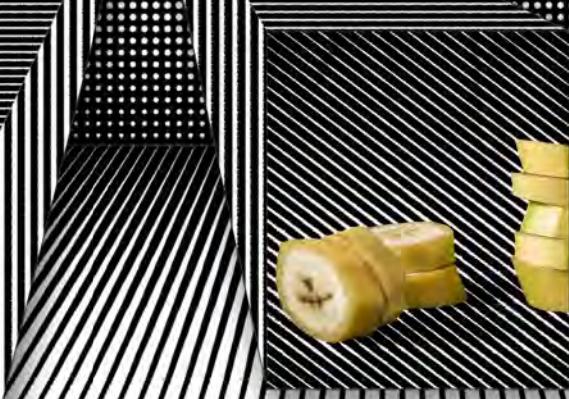
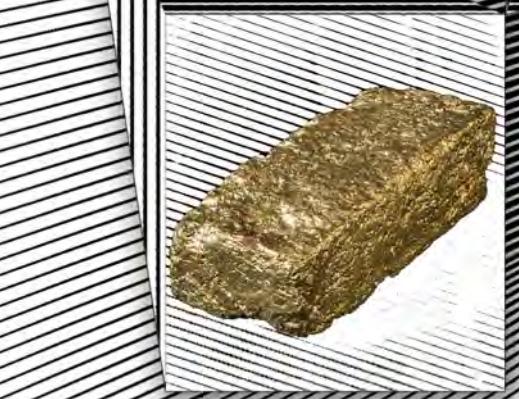


DANSE AVEC LA PIEUVRE

Par Philippe Engels



2007-2017. Une décennie d'argent fou auprès d'escrocs interconnectés. D'un côté, le Belge Bernard Potvin, croisement entre Madoff et Laurent Louis. C'est plus fort que lui : il adore les placements à très hauts rendements. De l'autre, le Brésilien Rojo Filho ensorcelle sans cesse de nouvelles victimes. Des arnaques à 200 millions de dollars, grugeant plus de 100 000 personnes aux États-Unis, en Australie, en Belgique. À leurs trousses, la police belge s'épuise, s'épuise...

BERNARD POTVIN ET PAS SEULEMENT

Mars 2007. La Belgique danse sur une bulle de savon. Insouciante et cupide, elle se laisse aveugler par la croissance économique. De l'ordre de 3 %. Comme ses voisins européens, notre pays laisse faire ses chères banques, qui prennent trop de risques avec notre épargne. C'est l'ère des « subprimes », des emprunts toxiques, du fric facile. Et chacun en veut davantage. Bernard Potvin, par exemple. Il ouvre son ordinateur. Il doit communiquer avec un certain Wagner Da Silva. Absolument. Il se connecte au-delà de l'océan. Direction la Floride, ses palmiers, ses voitures rutilantes. Bernard Potvin roule sa bosse en Wallonie. Ce petit comptable y circule au volant d'une voiture trop belle pour lui, transite d'un logement à l'autre, file sans payer ses loyers et intrigue ses voisins en jouant les grands financiers sur sa terrasse. Surfant sur la vague financière, at-



tiré par les coups fumeux, il pense avoir trouvé la solution miracle pour faire de l'argent avec... de l'argent. Tu mises sur moi, j'investis et on devient riche. Des placements trop beaux pour être honnêtes. Ça mord au bout du mail, Wagner Da Silva se signale enfin. Les deux hommes s'étaient connus en Belgique, où le Brésilien de Floride était venu engager un bout d'études. Là, ils sont embarqués dans une affaire de gros sous.

— *Aucun contact, pas de nouvelles, disparition complète depuis jeudi soir. Vous fouzez quoi ! ?*, s'exclame le Belge.

— *Nous ne savons rien faire d'autre qu'attendre l'argent*, rétorque Da Silva dans un français approximatif. *On connaît la gravité de la situation. Mais, moi, je continue à y croire.*

— *Mes partenaires vous laissent jusqu'à jeudi pour faire arriver les 5 millions de dollars sur le compte "Guichet d'aide aux PME" de la banque ING. Sinon, on signale au FBI les faux et usages de faux, l'abus de confiance, les détournements de fonds et les émissions de chèques sans provision.*

La réponse est immédiate. En témoigne ce mail du même jour, le 12 mars 2007 :

— *J'ai plus de maison ni de famille, souffle le Brésilien. Alors, tes menaces, rien à foutre ! T'es rentré dans un investissement et il a mal tourné. Mais je fais mon possible pour récupérer les fonds et je vois que Daniel se donne à max.*

PYRAMIDES DE PONZI

« Daniel », c'est le boss de Wagner Da Silva. Le moteur d'une gigantesque pompe à fric. Daniel Fernandes Rojo Filho en jette avec sa tchatche, ses coupés rouges et ses vols privés. À Miami, la ville du bling-bling, cet homme d'affaires a fait croire qu'il peut transformer le sable brésilien en lingots d'or. Il a embobiné des Belges comme Potvin, utilisés comme de vulgaires rabatteurs. Ses combines consistent à faire

croire à de beaux placements – générant 15 à 20 % d'intérêts – dans des usines de carburants ou d'autres projets bidon. Vous vous souvenez de Bernard Madoff, le financier américain condamné à 150 ans de prison pour avoir abusé des stars et des fonds d'investissement ? Eh bien, Rojo Filho s'est lancé dans le même business : il monte des pyramides de Ponzi. Selon un principe vieux comme le capital, il s'agit d'inciter des investisseurs à libérer des sommes d'argent qui servent à rétribuer les premiers entrants, et ainsi de suite.

C'est chez Rojo Filho, le chef, que parvient ce mail envoyé de Belgique :

— *Nous sommes menacés par nos investisseurs. Vous dites que tout est OK, mais nos dossiers auraient déjà dû aboutir depuis deux ans. Je n'ai pas envie de finir dans un pont d'autoroute (l'auteur veut dire : coulé dans le béton) ni même "in jail" (en prison). Faites face à vos responsabilités !*

Le Belge qui écrit est Pierre Urbain. Avec lui, le style change par rapport à Bernard Potvin. Le mec est poli et courtois. Il connaît la politique, les réseaux et il écrit proprement. Mais là, ce secrétaire communal de la petite ville hennuyère de Boussu, gestionnaire d'un club de foot et membre du PS, a les boules. Il est serré de près par une clientèle de l'Est qu'il a rabattue auprès des Brésiliens. En Belgique et au Luxembourg, Urbain et Potvin ont créé des sociétés pour cela. Ils ont aussi grimpé dans une incroyable holding (DWB), cogérée avec les Sud-Américains. Son site internet brille comme un diamant. Une sorte d'appât, donnant l'illusion que l'argent finance de vrais projets.

Durant l'été et l'automne 2007, Urbain développe des activités parallèles à son métier de chef d'administration. Il démarché des investisseurs en ajoutant le tampon communal pour faire sérieux. Il soigne ses relations avec un médecin de Bratislava qui a misé 100 000 dollars sur ces mirages d'usi-

nes en Amérique. Le 5 décembre 2007, Urbain lui écrit :

— *Dans les questions d'argent, j'estime que le côté humain ne doit jamais être effacé et, même si l'on n'est pas contractuellement responsable, le poids moral de certaines situations doit toujours être assumé.*

Des naïfs par dizaines ont acheté à l'époque du papier mâché. Jamais ils ne reverront leur argent. Les gains promis à court terme roulaient sous leurs yeux comme les boules de l'Euro Millions. Les cerveaux soutiraient l'argent avant de disparaître en fumée. Fin 2007, Urbain dézingue son associé Potvin auprès de ses partenaires. Il le met sur la touche.

— *Vous comprenez, écrit Urbain aux Slovaques, la gestion de Bernard Potvin a été incorrecte à votre égard.*

Mais le Bloc de l'Est ne se calme pas. Le médecin slovaque réclame son dû. En mai 2008, ça barde à nouveau. Et les Belges se tournent encore vers la Floride :

— *Il y a extrême urgence. Les Slovaques sont sur mon dos et je ne tiens pas à supporter seul cet énorme problème. Ils ont contacté un des plus gros cabinets d'avocats de Bruxelles (Pierre Urbain exagère un peu : maître Habran, à Mons, qui réserve ses explications à la justice).*

— *Notre vie a changé. Mais tout va s'arranger*, répond le milleux Rojo Filho. *Nous aurons bientôt l'occasion de nous serrer la pince aux États-Unis.*

— *Oh oui, merci Daniel. Ce serait un grand plaisir, un grand honneur. Et l'occasion de faire du business réel et sûr. J'ai la possibilité de faire des profits de 50 %, mais le ticket d'entrée est coûteux. Au minimum, 25 millions d'euros.*

DE L'ARGENT PUBLIC, TOUT DE MÊME !

S'agissait-il d'associer les Sud-Américains à une magouille sur notre territoire, cette fois ? C'est une hypothèse jugée crédible par la police belge. Elle a trouvé des documents

prouvant que Pierre Urbain & Cie espéraient profiter d'une juteuse opération en région montoise. L'intercommunale IDEA venait de vendre ses activités de télédistribution au géant Tecteo – aujourd'hui Nethys. Le bénéfice de l'opération ? 82 millions d'euros. Pour faire fructifier ce magot, le team Urbain avait joué des coudes et suggéré de planquer les capitaux publics auprès du Crédit Suisse. Jouant le rôle d'apporteur d'affaires. Et... suggérant au passage de s'octroyer une « petite » commission de 450 000 euros. Une occasion comme une autre de gagner sa vie, avec ou sans les Brésiliens roublards... !

« J'ai plus de maison ni de famille, souffle le Brésilien. Alors, tes menaces, rien à foutre ! »

— Wagner Da Silva, intermédiaire brésilien, à son « rabatteur » belge Bernard Potvin

1. Créeses au-
rès de la SA
Sovereign Man-
agement Ser-
vices, qui a été
mise en cause
lors de l'affaire
des Panama
Papers. Selon
une note de
synthèse rédi-
gée en 2014 par
le fisc améri-
cain, cette so-
ciété serait
impliquée dans
un vaste trafic
de drogue et
de... Viagra.

L'« anecdote » démontre l'appétit croissant des Belges. Mais c'est la police américaine qui va siffler la fin de la première récré. En août 2008, la Drug Enforcement Administration découvre de l'argent sniffé de tous côtés sur les comptes de Rojo Filho. Fraude fiscale, blanchiment de la coke, butin d'escroqueries. En mai 2010, la PJ de Mons tombe par hasard sur la double vie de Pierre Urbain. Elle enquête à l'époque sur des affaires de corruption. De petits arrangements immobiliers sur les terres du bourgmestre Elio Di Rupo, occupant à l'époque le poste de Premier ministre. En cause ? Deux gestionnaires d'entreprises à capitaux publics. La présidente de la SNCB Edmée De Groot et le CEO de Belgacom Didier Bellens. La police perquisitionne l'hôtel de ville montois en pensant découvrir des complicités politiques. Et, par hasard, elle débusque... les petites opérations

financières du secrétaire communal Pierre Urbain, passé de Boussu à Mons. Les rabatteurs belges sont cuits. Bernard Potvin est arrêté le 14 mars 2013 et maintenu au frais durant un petit mois pour sa « participation à une organisation criminelle » (la pyramide de Rojo Filho), divers « abus de confiance » et des « infractions à la législation bancaire ». Pierre Urbain est inculpé au même moment pour les mêmes charges. Le secrétaire communal est suspendu de ses fonctions par la Ville de Mons. Malade, il est laissé en liberté. Ses ennuis judiciaires chatouillent un peu la réputation de son patron, Elio Di Rupo, qui affirme n'avoir rien aperçu. Dans le fief du Premier ministre socialiste, l'homme de l'ombre jonglait avec les dizaines de milliers d'euros. Détenteur en son nom propre de deux sociétés au Panama¹. Le truc qui tue.

BRUNO ROI DES CONS

Sud de la France, avril 2013. La pieuvre d'argent ne connaît pas la crise. Bernard Potvin vient à peine de sortir de prison. Et le voilà déjà relancé dans d'autres activités. Au secours, les psys. Ils pourraient expliquer comment l'appât du gain ébranle la raison : au point que de bons pères de famille perdent la boule face à des magiciens comme lui, qui promettent de doubler leur patrimoine en un claquement de doigts. Grillé chez nous, mais libre, Potvin se recycle auprès de nouveaux amis français et canadiens. Médor a retrouvé sa trace... et d'autres victimes potentielles. Dès le printemps 2013, notre petit comptable né à Nivelles en 1955, crée une société à Montréal (ACP Consulting). Il gomme son passé compromettant et s'offre un lifting. Sur LinkedIn, le voici sous une autre identité, celle du « consultant financier » Bernard Ghislain. En 2014, le caméléon s'affiche en tant qu'auditeur auprès des sociétés IPAM et GAPI. La première est renseignée en Suisse, l'autre au Canada. Enregistrées en réa-



2. Nom
d'emprunt.

lité aux... Seychelles, elles forment les deux faces d'une même pièce. En anglais comme en français, les initiales font illusion : « Gestion d'actifs-Projet international ». Un autre piège à cons ? Une nouvelle pyramide de Ponzi ? Le propriétaire des sociétés siamois se nomme Bruno Roi. À 64 ans, cet ancien banquier ressemble à une sorte de SDF de la finance parallèle. Il est impossible de le localiser avec précision. Sur les moteurs de recherche en ligne, son nom renvoie à des sites d'alerte aux... arnaques.

Comme l'incontournable Bernard Potvin, ce Bruno Roi semble très attiré par les éternels placements à hauts rendements. Ses amis d'affaires le présentent comme un vrai pro des PPP. Les Private Placement Projects ? Un montage a priori réservé à l'élite de la finance et aux traders, censé rapporter beaucoup d'argent, très, très vite, en creusant une dette. Un couple de bobos s'est laissé tenter par le gros lot, à 40 ans, un palier dans la vie. Julie et Nathan

Labie² ont fait confiance à des intermédiaires volatils travaillant avec le réseau Roi-Potvin. Ils hésitent forcément à témoigner à visage découvert : la peur d'éveiller l'attention du fisc.

SEPT FOIS LA MISE, PUIS ZÉRO

Auprès du couple d'investisseurs, des types bien sapés ont entretenu le mystère d'un club fermé aux vrais ambitieux, où la première règle consiste à la fermer. Les noms auraient dû intriguer Julie, Nathan et d'autres : Pierre Beaurodage (ou Borodage ou Bordage, c'est selon) pour initier les nouveaux entrants ; Jacques Pattedoie comme pour porter chance aux investisseurs. C'est auprès d'eux que le couple va chercher à se rassurer avant de gaspiller bêtement 90 000 euros. Morceaux choisis de leurs échanges téléphoniques du printemps 2014, où la cupidité rencontre le cynisme :

— Jacques, pourquoi dis-tu qu'un vrai

PPP, c'est 100 millions ?

— *À ce niveau, ça rapporte 800 millions en huit semaines. C'est le même principe qu'un cargo de pétrole, dont il est possible de doubler la valeur en huit jours. Mais bon, n'entrez pas dans ce genre de détails. L'important pour vous, c'est de savoir que vous récupérez sept fois votre engagement initial.*

De Dubaï, où il vit, Jacques Pattedoie finit par anesthésier le chaland, qui insiste

pourtant avec ses questions directes :

— *Votre structure d'anciens banquiers, comme tu l'as présentée, elle n'a pas de bureau où on peut prendre rendez-vous ? Ça nous chipote... Tout peut s'évaporer en un instant, non ?*

— *Je le répète à chaque client : à condition de déclarer ses revenus, tout est conforme à la loi. (Puis, Jacques Pattedoie se laisse aller) Si j'avais un bureau, n'importe quel officier de brigade financière pourrait*

L'INTERCOM VACHE À LAIT

L'IDEA montoise a placé à Luxembourg le fruit d'une transaction avec Tecleo/Nethys. Et cette cagnotte de 82 millions d'euros a aiguisé les appétits. La justice ne tranche pas.

Encore une grosse intercommunale qui a un petit problème moral ? Chez IDEA, à Mons, de gros placements financiers fructifient au... Luxembourg. Pour économiser de l'impôt. Et en permettant à des banques en rangs d'oignons de palper des commissions de courtage. Il s'agit de 48 millions d'euros tout de même. Les 31 administrateurs de l'Intercommunale de développement économique et d'aménagement du territoire (IDEA) de la Région montoise n'y ont rien objecté, en 2008, quand ses activités de télédistribution ont été vendues à Tecleo (aujourd'hui Nethys). Mons aurait été avantagée par rapport à d'autres intercommunales, contribuant à la montée en puissance du géant liégeois téléguidé par le « socialiste » Stéphane Moreau. En fait, nul ne sait au juste comment le prix de 82 millions a été fixé... Ce qui est sûr, c'est qu'une partie de la cagnotte a été placée en bon père de famille chez Dexia, en Belgique. L'autre dort à Luxembourg via le fonds de placement PIAM, commercialisé par la société de bourse Pefercam. C'est le Moreau montois qui avait pris la main : Jean-François Escarmelle, directeur général de l'IDEA de 1989 à 2013 et cumulant à l'époque douze mandats rémunérés. Depuis plus de cinq ans, la justice montoise investigue sur ces montages et... commissions. Le P-V initial date du 16 décembre 2011. Escarmelle y est suspecté de « prise d'intérêt » sur le dos d'une sous-région en difficulté de reconversion économique. Il semblait

au courant des projets secrets d'un homme venu de nulle part, n'exerçant aucun mandat au sein de l'intercommunale : le secrétaire communal de Boussu puis de Mons, Pierre Urbain. Avec ses amis d'affaires, ce dernier a tenté de palper des commissions secrètes au moment où il était envisagé de placer l'argent d'IDEA en Suisse, avant de se tourner vers le Luxembourg. Une « simple » intention, impossible à sanctionner. Qui en dit long sur la moralité des intéressés. Un « projet de convention » trouvé lors d'une perquisition destinait 190 000 euros au seul Urbain. Les doutes se sont ensuite portés sur le grand manitou Escarmelle. Étrangement, c'est son gestionnaire de fortune personnel chez Pefercam (V.L.) qui a été chargé du dossier IDEA. Les policiers se disent qu'il aurait été plus logique de mobiliser le département spécialisé dans ce type d'opérations avec de grands organismes publics. Sacrées intercommunales... Chez IDEA, le directeur général avait droit à quelques priviléges. Une assurance groupe pour un seul homme. Dont il a obtenu le paiement anticipé de 478 529,64 euros, le 23 décembre 2008, soit au moment du fameux placement au Luxembourg. Simple coïncidence de date, sans doute. Le contrat d'assurance groupe taillé sur mesure date de 1993. Signé entre l'IDEA et la Prévoyance sociale, une caisse d'assurances liée au pilier socialiste (aujourd'hui P&V). Un avenant de 2001 a majoré les primes. Qui l'a paraphé ? Surprise : Elio Di Rupo, président d'IDEA à l'époque. L'homme qui fraude les parvenus. Ph.E.



3. « Modeling financial components of the Sinaloa transnational criminal organization ». Institute For Defense Analyses (IDA, think tank du Pentagon), avril 2012.

débarquer et surprendre tout le monde.

— (Silence.) *D'accord...*

— ... *Moi, j'ai été gestionnaire de fortune dans une banque. J'ai travaillé à la sueur de mon front. Mon regard a changé en voyant des clients gagner d'un coup l'équivalent de cinquante ans de salaire. Tout le monde a envie de ça, non ?*

— (Nouveau silence.) *Bon, comment on fait ?*

Julie et Nathan Labie ont versé leurs économies auprès de la fiduciaire FEIA, planquée par Bruno Roi à Vaduz (Liechtenstein). Peu de temps après, ils se retrouvaient à la direction d'une société créée auprès d'un avocat d'affaires renommé, à Montréal.

Facile, très facile. Merci à M. Normand Royal, possédant « une très grande expertise » dans « l'accompagnement des sociétés européennes en Amérique du Nord ». En l'occurrence, la société canadienne constituée pour Julie et Nathan ressemble à une

coquille vide. Elle devait y accueillir le fruit des investissements à zéro risque auprès d'une nébuleuse de plateformes financières. Zéro risque ? Et zéro rendement. Le couple en question n'a perçu aucun bénéfice. Et... il n'a jamais revu son capital de départ. Bruno Roi et Bernard Potvin seraient passés par là. « *Nous ne travaillons pas ensemble* », a démenti Roi. « *On se connaît bien, c'est tout.* »

CHANCELIER ROJO FILHO

Et pendant ce temps-là ? L'ami des Belges, le Brésilien Daniel Fernandes Rojo Filho, renaît aussi de ses cendres. Un véritable mutant. Dès 2014, malgré les accusations d'escroquerie et de blanchiment d'argent, pour

le compte du puissant cartel mexicain de Sinaloa³, l'homme d'affaires poursuit ses « bonnes » œuvres. La justice américaine lui a confisqué sa collection de belles cylindrées ? Pas grave. Il est laissé en liberté. Sans doute en échange d'informations sur le cartel mexicain de Sinaloa et son big boss, Joaquín « El Chapo » Guzmán, arrêté une première fois en février 2014. Rojo Filho revient en force sous la toison d'un « chancelier » autoproclamé des « relations brésiliennes aux États-Unis ». À ce niveau d'escroquerie, on ose tout... Cette fois, le filou fait croire à des investissements dans des mines. Tout ce qui brille n'est pas or. Mais le chancelier Rojo Filho va tout de même convaincre 1 400 nouveaux naïfs de lui verser un total de 15 millions de dollars. Comme lors d'un meeting à Orlando, le 30 avril 2015 :

— *Merci de vous lever pour le CEO de DFRF (la société aux initiales de son nom), clame le maître de cérémonie à la tribune*

de l'hôtel Crowne Plaza, où une cinquantaine d'invités tapent dans leurs mains.

— Merci, merci, dit le gourou, arborant un sourire carnassier. Notre firme grandit à toute vitesse. À un point tel que ça ne paraît pas normal. Mais je vous jure : plus les gens se plaignent du marché, des banques et des placements classiques, plus nous connaissons le succès.

— Oui merci, Daniel, embrasse un ex-consultant accouru pour passer la brosse à reluire. J'en ai croisé des patrons. Mais Daniel est le tout premier, le seul multimillionnaire, à accorder autant d'importance au partage des richesses.

« Daniel est le tout premier, le seul multimillionnaire, à accorder autant d'importance au partage des richesses. »

— Le facilitateur d'un meeting, à propos de Daniel Rojo Filho

Comme à chaque réunion, supervisée par des gardes du corps, Rojo Filho et sa cour alignent les mots creux, aussitôt contrebalancés par des graphiques qui font péter les courbes. Ils offrent des participations dans des mines d'or au Brésil et en Afrique. Tout est bon à vendre. En échange, ils acceptent de petites sommes à partir de 1 000 dollars. Ou un mélange de cash et d'hypothèque sur une voiture, un bijou. Le mont-de-piété des nouveaux riches, en somme. Les placements sont valorisés auprès d'une banque suisse désormais placée sur une liste noire (Platinum Swiss Trust) et le tout est assuré auprès d'une compagnie d'assurances (Accedium) délocalisée à la Barbade. Sur le papier, un quart des profits sont destinés à des œuvres charitables en Afrique... qui n'en verront pas un kopeck. Pour les premiers entrants, des rendements supérieurs à 15 % par mois ont été promis ! Mieux en-

core qu'à l'époque où les Brésiliens s'étaient ligués aux Belges.

UNE HISTOIRE SANS MORALE

Daniel Rojo Filho a été arrêté le 21 juillet 2015 à Boca Raton, en Floride. Dix jours après l'évasion — via un tunnel — du parrain de la drogue El Chapo. Vu les risques de représailles, mieux valait se retrouver derrière les barreaux... Des documents judiciaires établissent que Rojo Filho aurait détourné un minimum de 10 millions de dollars. Les pyramides frauduleuses qu'il a formées ou parrainées auraient amassé plus de 200 millions de dollars et grugé plus de 100 000 personnes en Belgique, ailleurs en Europe, en Australie et sur tout le continent américain.

Les victimes peuvent toujours remplir le formulaire mis en ligne par le US « Department of Justice ». Les premiers à l'avoir biffé attendent encore réparation... Chez nous, Bernard Potvin, alias Ghislain, sévirait toujours, hors des radars. Pierre Urbain, secrétaire communal de Mons, a été suspendu de ses fonctions. Aux dernières nouvelles, il touchait encore ses émoluments : la cité du Doudou paie deux personnes pour le même job. On devrait bien-tôt savoir s'il est renvoyé devant un tribunal. D'ici là, des policiers doivent encore être envoyés aux States, où on pressent un accueil mitigé. « Je m'esquinte depuis des années face à des fantômes. Il y a peu d'espoir », souffle un avocat canadien, défendant une poignée de victimes européennes exténuées. « Il est illusoire pour nous de percer la muraille américaine », s'époumone un magistrat hennuyer. Souvent en Belgique, ces affaires financières se moquant des frontières accourent d'une souris. Motif : prescription ou dépassement du délai raisonnable. ■

Philippe Engels

Avec le soutien du Fonds pour le journalisme en Fédération Wallonie-Bruxelles